

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 43 (2006)
Heft: 1699

Artikel: Dons : la solidarité des pauvres
Autor: Danesi, Marco
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009111>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La solidarité des pauvres

**Les moins bien lotis sont plus généreux que les personnes aisées.
Une recherche explore comportements et motivations de la charité publique.**

Google aligne une liste infinie de mouvements, de projets, de groupements à l'affût de généreux anonymes et de leur portefeuille. Une fois tapé « don », les labels les plus connus croisent les raisons sociales les plus improbables. Le WWF côtoie Wikipédia qui à son tour double Retina suisse, en guerre contre la dégénérescence de l'œil. Face à cette marée montante, il devient difficile de s'orienter, de choisir et de trouver le débouché idéal à son altruisme pressant. Pour aider les indécis, la Fondation Zewo certifie l'éthique et la transparence des candidats à la « charité publique ». Le guide suisse des dons fait l'inventaire des plus méritants. Et l'Etat reconnaît l'utilité publique des associations, gage de leur sérieux, si bien que les montants versés se déduisent de la déclaration d'impôts des donateurs. Bref, les occasions d'offrir quelques francs ou des grosses sommes prolifèrent. Chaîne du bonheur ou téléthon, sport ou culture, catastrophe ou bienfaisance, le chiffre d'affaires prend l'ascenseur, car les Suisses délient volontiers leur bourse et

davantage que le reste du monde. Lors du tsunami, ils ont dépensé en moyenne 23 euros par personne, record planétaire.

Petits salaires philanthropes

Ainsi, la Hochschule für Technik und Wirtschaft de Coire et de l'Université de St-Gall a mené l'enquête afin de mieux comprendre le phénomène. Plus de mille interviews ont fourni les réponses nécessaires à dessiner le profil des donateurs suisses. On découvre, bien sûr, que les riches font mieux que les pauvres, mais qu'en proportion les petits revenus montrent une plus grande largesse. C'est surtout la classe moyenne qui semble le plus près de ses sous. De trois à sept mille francs, impôts payés, les ménages souffrent d'une certaine avarice. Ensuite, la courbe se dresse pour atteindre un niveau conforme aux moyens à disposition. Par ailleurs, les personnes âgées, les couples et les universitaires, à compte en banque égal, l'emportent sur les jeunes, les célibataires et les couches de formation inférieure. Finalement, si l'on

donne pour le plaisir du geste, pour le bien d'autrui ou pour la collectivité, les Suisses semblent se satisfaire du don lui-même, sans trop se préoccuper de son résultat concret. En somme, le donateur ne doute pas que son argent sera utilisé à bon escient. Même si les zones d'ombre et les dysfonctionnements - à l'image de la confusion observée entre aide d'urgence et interventions à long terme lors du tsunami - devraient l'inciter à s'en soucier. *md*

Ruedi Minsch, Caroli Güssow, « Les dons en Suisse : les ménages les plus pauvres sont proportionnellement les plus généreux », in *La Vie économique*, 7/8, 2006, seco, Berne.

L'enquête distingue trois catégories de dons : les montants annuels versés en tant que sociétaire à des organisations d'utilité publique avec affiliation ; les montants annuels versés à des organisations d'utilité publique, mais sans affiliation ; les dons destinés à des actions urgentes ponctuelles (aide en cas de catastrophe).

Les jeunes vaudois après l'école obligatoire

tionnelle d'employé de commerce passe de 25% à 16% en sept ans. Les entreprises ont-elles moins besoin de comptables, de secrétaires ou d'adjoints administratifs qu'auparavant ? Certainement pas, mais de plus en plus de jeunes qui choisissaient cette formation empruntent aujourd'hui la voie gymnasiale et le niveau de diplôme des postulants à ce type d'emploi ne cesse de monter comme le montrent les candidatures reçues pour

ce genre d'activité. C'est du moins une hypothèse qui a le mérite d'être cohérente.

Logiquement le pourcentage de jeunes choisissant des voies d'apprentissage manuel ne cesse, lui, d'augmenter. Le pourcentage d'apprentis choisissant une profession du bâtiment est passé en huit ans de 5% à 8,3%. Il en va de même pour toutes les professions manuelles. Attrait nouveau pour la vie au grand air ? Visée à moyen terme du brevet fédéral

qui ouvre les portes de la création de la petite entreprise ? ou choix par les enfants d'immigrés de profession dures au mal, exigeantes, mais tout compte fait plutôt bien payées ? Impossible à dire.

Ces statistiques sont statiques. Il serait beaucoup plus passionnant de suivre une cohorte de jeunes sur dix ans. Quelles stratégies professionnelles sont à l'œuvre ? Combien d'entre eux, pratiquent encore à trente ans le métier qu'ils ont

appris à dix-huit ans ? Bien sûr ce genre d'études est très cher, difficile à mettre en œuvre et demande du temps. Mais cela permettrait une bien meilleure vision de l'évolution de la formation et de l'emploi des jeunes que des études statistiques certes bien conduites mais qui n'offrent pas une vision dynamique. *js*

Choix de formation des jeunes à l'issue de la scolarité obligatoire et des filières de transition, Statistique Vaud, 2006.